

Le débat citoyen sur l'avenir de l'agriculture sera-t-il confisqué ?

samedi 3 décembre 2011, par [InPACT](#) (Date de rédaction antérieure : 2 décembre 2011).

Alors que N.Sarkozy vient de fustiger le « sectarisme des écologistes » lors de sa visite dans le Gers tout en rappelant son opposition à la culture du maïs OGM 810, que le Président de la FNSEA demande instamment à rencontrer F.Hollande pour changer l'accord EELV-PS sur l'agriculture, que le Sénat et l'Assemblée nationale s'opposent frontalement [1], les organisations d'agricultures alternatives regroupées au sein du collectif InPACT réagissent.

Nous ne pouvons plus soutenir par des fonds publics, de l'argent des contribuables, les conséquences économiques, sociales et environnementales du modèle agro-industriel. Les solutions alternatives existent déjà depuis plusieurs dizaines d'années.

Derrière les postures politiques et les pressions des lobbies agro-industriels, il faut rappeler que se jouent là des questions fondamentales pour notre société et notre modèle économique aujourd'hui en crise :

- Le modèle agro-industriel a inventé l'aide à la destruction d'emplois dans notre pays et provoque des déséquilibres majeurs dans le reste du monde. Ainsi, depuis 10 ans, l'emploi a chuté de plus de 20% dans les exploitations agricoles et, chaque année, l'industrie agro-alimentaire perd des emplois. A l'international, les crises alimentaires sont largement liées au développement des agrocarburants dans le monde[2].
- Le modèle agro-industriel a inventé les aides publiques dommageables à l'environnement et à la biodiversité pour des coûts aujourd'hui insoutenables (jusqu'à 522 milliards pour la dépollution de l'eau en France)[3], dans des proportions inquiétantes pour la biodiversité[4].

L'enjeu aujourd'hui c'est bien de réorienter les politiques agricoles vers des solutions qui créent de l'emploi, développent les territoires ruraux et diminuent la dépense publique.

Mouvements de paysans, de ruraux, de citoyens et consommateurs, le collectif INPACT soutient toutes les initiatives qui permettent d'ouvrir le débat public et démocratique sur l'avenir de notre système agricole et alimentaire. L'avenir de l'agriculture ne doit pas se décider sous la pression des lobbies les plus puissants. Il faut réformer l'agriculture. Il faut soutenir les alternatives paysannes et rurales pour l'intérêt général.

Membres d'InPACT : AFIP, InterAFOCG, FADEAR, FNAB, FNCIVAM, RAD

[1] Sénat 23.11 : TVA relevée sur les pesticides, suppression niche fiscale « agrocarburant ».
Assemblée nationale 28.11 (taxe sur les semences de fermes)

[2] Rapport du groupe d'expert sur la sécurité alimentaire (ONU, octobre 2011)

[3] Rapport du Commissariat général au développement durable, septembre 2011

[4] Rapport du Conseil d'analyse stratégique, octobre 2011
